



Dialoguesclimat2023

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

10 DÉCEMBRE ET 11 DÉCEMBRE 2023 · NUMÉRO 6 · COP28



Une des nombreuses mobilisations de la société civile ces derniers jours, cette fois sur l'Objectif Mondial d'Adaptation (GGA). Crédits: @andreeannebraz

JOURNÉE DE LA NOURRITURE, L'ALIMENTATION ET L'EAU

La journée du 10 décembre était consacrée aux systèmes alimentaires et à l'eau. Plus de 150 pays ont signé la Déclaration des Émirats sur l'agriculture durable et placent donc l'alimentation au premier rang des priorités climatiques lors de la COP28. Cette déclaration vise à aborder les émissions mondiales tout en protégeant la vie et les moyens de subsistance des agriculteur·rice·s qui vivent en première ligne des changements climatiques. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a identifié 10 domaines prioritaires pour transformer les

systèmes agroalimentaires et a publié une étude sur la migration en tant qu'adaptation aux changements climatiques dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, mettant en avant les déplacements contraints des agriculteur·rice·s dues aux problèmes climatiques et leurs impacts sur la productivité agricole.

Malgré ces engagements forts, les négociations sur le Travail conjoint de Sharm el-Sheik pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ont, en parallèle, été difficiles et très lentes. Ce plan ne sera finalement pas établi.

Sur le même thème, un groupe de journalistes d'investigation basés dans le Golfe et Fairsquare a publié *Harvesting Disparity : Climate Change, Food and Water Security, and Migrants of the UAE*, un rapport critique sur les disparités dans l'accès à une alimentation nutritive et de qualité pour les travailleur·euse·s migrant·e·s des Émirats arabes unis. Le Guardian a quant à lui rapporté que les lobbyistes des entreprises d'agriculture industrielle et des groupes commerciaux se sont présentés en nombre record à la COP28. Ils seraient deux fois plus qu'en 2022 pour atteindre 340. Ils constatent aussi que beaucoup font partie de la délégation officielle de leur pays ce qui leur donne un accès privilégié aux négociations.



Première rencontre entre la société civile québécoise et le gouvernement du Québec sur l'action du Québec dans les négociations climatiques. Crédits: @andreeannebraz



TWEET MARQUANTS

- [tweet d'@Andréeanne Brazeau](#): En bref, hier soir, la présidence a fermement appelé les pays à plus de flexibilité et de compromis pour obtenir un texte final mardi à 11h (heure du Golfe) au plus tard. Elle semble déterminée à ce que ça arrive, mais il reste beaucoup de désaccords.
- [tweet de @Julia Levin](#): Hey @s_guilbeault govts from Marshall Islands to Norway have voiced grave concerns with the #COP28 draft text We've heard nothing from you Will Canada stand with its allies & demand a fair & fast fossil phaseout, without loopholes & with support for dev'ing countries?

LIENS UTILES

- [Appel à l'action de BOGA](#)
- [Index de la performance du changement climatique \(CCPI\) 2024](#)
- [Réaction des organisations de la société civile sur le texte du GST](#)



Dialoguesclimat2023

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION SUR LA COP28

MAJLIS : UNE AUTRE FORME DE NÉGOCIATIONS

Ce week-end, les négociations ont connu un ralentissement. Bien que des progrès aient été observés à certains égards, de nombreux points demeurent en suspens pour les négociateurs. Face à cette situation, le président de la COP a annoncé la tenue d'un dialogue au format "Majlis" le dimanche après-midi. Il s'agit d'un processus de délibération émirati traditionnel axé sur le débat, la discussion et le partage d'informations. Il invite les ministres et les chefs-fe-s de délégation à discuter d'une proposition de paquet pour le lundi 11 décembre. À noter que le Canada et les États Unis n'ont pas participé.

Il est donc clair qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts et de dépasser les zones de confort en ces jours cruciaux. Les Majlis ont été le théâtre de discours

émotionnels de la part de différents ministres et chefs de délégation, certains d'entre eux exprimant leur point de vue avec une voix émue. Cette situation soulève une question intéressante : est-ce les chiffres et les concepts qui impulsent le changement, ou bien est-ce plutôt la dimension sensible et la communication sincère du cœur qui jouent un rôle prépondérant ?



10 décembre : Majlis organisés par la présidence de la COP28. Crédits: @hindouumar

VERSION DU GST DÉCEVANTE, HISTOIRE À SUIVRE...

La version du Bilan Mondial rédigée et annoncée par la présidence émiratie a été publiée le 11 décembre à 17h UTC et ne mentionne pas d'élimination ("phase-out") des énergies fossiles. Au lieu de cela, le texte appelle à une "réduction" de la consommation et de la production d'énergies fossiles, fixe l'objectif de neutralité carbone pour 2050, ne mentionne pas une réduction du méthane, régresse par rapport à la position sur le charbon énoncée à la COP26, et mentionne les technologies de captage et de stockage du carbone, bien que massivement critiquées. Sur le plan financier, le texte semble davantage explicatif et rappelle différents points plutôt que d'ajouter des éléments ambitieux. Le langage utilisé est faible, reposant sur des suggestions, des encouragements et des options pour un résultat non obligatoire et non contraignant. Il reprend de nombreux points et demandes des pays producteurs et exportateurs de pétrole.

Le texte a été fortement critiqué par des acteurs internationaux tels que l'Union Européenne, l'Alliance des petits pays insulaires, l'Alliance Beyond Oil and Gas, ainsi que par des organisations de la société civile. Harjeet Singh, chef de la stratégie politique mondiale du Climate Action Network (CAN), a déclaré que le texte "représente une régression importante par rapport aux versions précédentes". Malgré l'appel explicite de l'ONU et de son Secrétaire Général en faveur d'une sortie des énergies fossiles, ainsi que la mobilisation très importante des acteurs de la société civile sur place, le texte menace de réduire la COP28 à un échec.

Il reste maintenant 24 heures aux pays pour renverser la situation et faire émerger les engagements et les actions nécessaires pour faire face à la crise climatique.